Entretien de M. Laurent Fabius, ministre des affaires étrangères, avec France 2 le 24 juillet 2012, sur la situation en Syrie et au Mali et sur la récession en Espagne.

2012-07-24

Q - Où en est-on en Syrie ce matin ? Le régime du président Assad est-il à l'agonie ou pas encore tout à fait ?

R - Militairement, il a encore des forces, mais sur le plan politique, je n'ai pas de doute, Assad va tomber, c'est simplement une question de temps. Ce que la France, l'Europe, la Ligue arabe essaient de faire, c'est à la fois de renforcer les sanctions et, sur le plan humanitaire, d'accueillir les nombreux Syriens qui se réfugient dans les pays voisins. Et puis, il faut aussi préparer la suite.

Q - Quand vous dites «c'est une question de temps», C'est de l'ordre de jours, de semaines, de mois ?

R - On ne peut pas préjuger. Le plus vite sera le mieux. Il ne faut pas oublier que 20.000 personnes sont déjà mortes suite à ce qu'a fait Assad et, tous les jours, il y a des dizaines et des dizaines de morts. C'est un drame épouvantable.

Q - Vous avez appelé à la constitution d'un gouvernement provisoire. On ne voit pas très bien qui, concrètement, pourrait prendre le pouvoir à Damas après la chute ou le départ du président Assad ?

R - Il y a un argument, souvent utilisé, selon lequel Bachar Al-Assad est certes une brute, un assassin, mais qui va venir après ? Si c'est pour installer des terroristes, non. Je pense donc qu'il faut se préoccuper de ce qui va se passer après et nous essayons, avec la Ligue arabe et d'autres partenaires, de travailler en ce sens.

Évidemment, ce sont les Syriens qui vont décider, mais ce gouvernement provisoire, gouvernement de transition, va comporter certainement des gens de l'opposition, que ce soit l'opposition intérieure ou extérieure, et puis probablement des gens qui étaient avec le régime mais qui ne sont pas impliqués dans la répression.

Q - Quand vous dites «si c'est pour installer des terroristes après, cela ne vaut pas le coup», cela veut dire qu'il y a un risque ? Il y a, par exemple, dans les rangs de l'opposition des combattants liés à Al Qaïda, des Jihadistes ?

R - Je ne dis pas que cela ne vaut pas le coup, mais il faut faire toujours attention bien sûr, parce qu'il y a sûrement, sur le terrain, des terroristes qui profitent de la situation. Vous savez que nous sommes dans une région où il y a beaucoup de violence. Il faut que Bachar tombe mais il faut qu'il y ait une perspective de remplacement qui soit le plus démocratique possible. J'ajouterai une chose très importante : il faut qu'un message soit passé aux communautés minoritaires, aux Alaouites, aux Chrétiens... Il faut leur dire que Syrie, après Bachar Al-Assad, protégera leurs droits. Il ne faut pas que la chute de Bachar Al-Assad entraîne une persécution des minorités. J'insiste sur ce point.

Q - Vous dites vous-mêmes que la chute du régime n'est pas pour demain. Y a-t-il d'autres solutions que le recours à la force ? Cela fait 16, 18 mois que l'on essaie de faire autrement et cela ne fonctionne pas, pourquoi cela continuerait à fonctionner ?

R - Il y a eu une évolution très importante sur le terrain. Les insurgés ont pris, heureusement, beaucoup de positions et puis, petit à petit, la population, de plus en plus nombreuse, se soulève contre Bachar qui est un tyran et ne peut pas rester éternellement au pouvoir contre la volonté de son peuple. Je n'ai donc pas de doute, le sens des choses va heureusement vers le départ de Bachar Al-Assad et le plus tôt sera le mieux.

Q - Mais pourquoi le devoir de protéger les Libyens, dont on s'est servi pour intervenir en Libye, est plus fort que le devoir de protéger les Syriens ?

R - La situation stratégique n'est pas la même. Autour de la Syrie, vous avez des pays comme Israël, l'Iran, l'Irak, la Turquie...

Q - Oui, mais un mort c'est un mort.

R - Oui, c'est vrai mais si cela devait se traduire par une déflagration générale au Proche et au Moyen-Orient, vous voyez bien les catastrophes supplémentaires que cela pourrait entraîner.

Q - L'ONU apparaît plus impuissante que jamais.

R - Il est vrai que l'attitude des Russes et des Chinois a été extrêmement décevante mais il faut continuer à maintenir la pression internationale. Le plan de Kofi Annan doit être modifié, et il faut quand même se situer dans le cadre de la légalité internationale.

Q - Qu'est-ce qui pourrait les faire changer d'avis, les Russes par exemple ?

R - Le constat que le maintien par la répression de Bachar Al-Assad au pouvoir constitue un désordre et qu'il n'en existe pas de plus grand. Les Russes eux-mêmes risquent de perdre tous leurs arguments vis-à-vis de la «rue» arabe. Il est quand même très frappant, lorsque vous discutez avec des interlocuteurs originaires du monde arabe en général, de s'entendre dire : «mais on ne comprend pas la position des Russes».

Q - Quelle pourrait être la porte de sortie pour Bachar lui-même ? La communauté internationale est-elle prête à lui accorder l'impunité, comme l'a évoqué la Ligue arabe hier ?

R - C'est un problème très compliqué parce que la Ligue arabe a dit : «si Bachar s'en va, on lui trouvera un endroit, un refuge». En même temps il y a une règle, qui vaut de plus en plus, selon laquelle tous les dictateurs doivent payer leurs crimes. Simplement, si Bachar Al-Assad n'a le choix qu'entre la mort ou la prison à vie, vous voyez l'extrême difficulté... La Ligue arabe a fait cette proposition mais je pense que, sur une longue période, tous les dictateurs devront payer leurs crimes.

Q - Donc pas d'impunité pour Bachar Al-Assad ?

R - Je pense que finalement, pour lui et pour d'autres dictateurs, il n'y aura pas d'impunité.

Q - La Syrie a menacé d'utiliser des armes chimiques, que sait-on de l'existence de ce stock d'armes chimiques ?

R - Jusqu'à présent, la Syrie n'avait pas reconnu l'existence d'armes chimiques et bactériologiques qui sont des armes extraordinairement dangereuses. Hier, il y a eu un communiqué des autorités syriennes indiquant qu'ils n'utiliseraient pas les armes chimiques contre les Syriens, mais contre les étrangers...

Q - Donc ils en ont.

R - C'est en effet une confirmation mais, de toutes les manières, l'éventualité d'une utilisation des armes chimiques est totalement inacceptable. Le président Obama a fait des déclarations dans ce sens, d'autres aussi. Je ne vais pas m'étendre sur la question pour des raisons que vous comprendrez sûrement, mais ces armes sont sous étroite surveillance de la communauté internationale.

Q - Concernant la situation au nord du Mali vous avez parlé de «sahelistan», que vouliez-vous dire, que le Sahel pourrait être un nouvel Afghanistan ?

R - Je voulais dire que c'était une situation extrêmement grave. Au nord du Mali, il y a des terroristes d'AQMI qui se sont implantés. Ils ont des stocks d'armes importants et beaucoup d'argent lié à la fois aux paiements de rançons et au trafic de drogue qui a lieu dans la région. Ce sont des gens extrêmement dangereux, déterminés et qui n'hésitent devant rien. Ils tuent, ils violent, ils ont détruit les mausolées, etc. Ils représentent un danger, pas

seulement pour le Mali - puisqu'ils sont implantés tout au nord du Mali en menaçant son intégrité -, mais pour l'ensemble de la région. C'est également un danger pour l'Europe et je suis en train de sensibiliser - les Africains le savent bien et les États africains réagissent comme ils doivent réagir - l'ensemble de la communauté internationale. Une résolution a été votée aux Nations unies, parce qu'il va falloir traiter cette question.

Q - Une intervention militaire est-elle indispensable ?

R - Nous n'en sommes pas là. Au Mali, il y a d'abord un problème politique, un gouvernement qui jusqu'à présent ne contrôle que le sud du Mali. Ce gouvernement n'est pas assez représentatif de la population. Les pays voisins ont donné jusqu'au 31 juillet aux représentants du Mali pour essayer de former un gouvernement plus inclusif et plus large.

J'espère que cela va aboutir car il y a aussi un problème humanitaire. En effet, près de 200.000 Maliens du nord sont descendus vers le sud et 200.000 autres Maliens ont trouvé refuge dans les pays voisins. Cela pose un problème humanitaire et nous intervenons avec nos partenaires européens.

Et puis il y a un troisième problème, c'est un problème de sécurité parce que les terroristes devront être traités le moment venu, selon les méthodes qui conviennent.

Q - Mais si la solution politique que vous prenez ne fonctionne pas, faudra-t-il envisager une solution militaire ?

R - Non, il faut qu'elle fonctionne. C'est aux Africains de régler les questions qui concernent l'Afrique et j'ai bon espoir qu'une solution politique soit trouvée, d'abord au Sud-Mali.

Q - Un mot sur l'Europe, les bourses ont chuté partout hier en Europe, l'Espagne s'enfonce dans la récession. Un plan global de sauvetage de l'Espagne est-il maintenant indispensable ?

R - On est déjà intervenu à la fin du mois de juin. Ce qui est évidemment regrettable, c'est...

Q - C'était une aide aux banques, ce n'était pas une aide à l'État.

R - Ce sont les banques qui sont en difficulté là-bas. Le problème, comme souvent, c'est que la décision prise est excellente mais qu'elle tarde à se mettre en application ; et puis la spéculation intervient. J'espère qu'il ne sera pas nécessaire de ré-intervenir. Si c'était le cas, cela peut être une augmentation de ce qu'on appelle les pare-feux, c'est-à-dire des protections, ou des interventions de la Banque centrale. Le président de la Banque centrale a dit - c'est une déclaration qu'il ne faut pas prendre à la légère - qu'il n'avait aucun tabou pour les interventions.

Q - La rigueur imposée par Mariano Rajoy à son peuple est-elle nécessaire ou, finalement, ne fait-elle qu'aggraver la situation ?

R - On voit le cercle vicieux de ce type de décision. Il y a une rigueur très forte - parce qu'en Espagne c'est tout à fait brutal - et, en même temps, il n'y a pas de croissance. On cherche à retrouver l'équilibre budgétaire mais, comme on tue la croissance, l'équilibre budgétaire n'est pas assuré et, du coup, l'emploi souffre. Songez qu'en Espagne il y a 25 % de la population au chômage - 50 % des jeunes -, ce qui est absolument effrayant. Il faut donc à la fois que l'on soit sérieux sur le plan budgétaire et qu'il y ait la dimension de croissance. C'est ce que la France professe et ce qu'on voit en Espagne, comme ce qu'on voit en Grèce, montre qu'on doit à la fois être sérieux budgétairement et insister sur la croissance.

Source http://www.diplomatie.gouv.fr, le 25 juillet 2012

Source : https://www.vie-publique.fr/discours/185600-entretien-de-m-laurent-fabius-ministre-des-affaires-etrangeres-avec-f